



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 JUILLET 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1835

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1900), de nommer M. George H. St. Pierre, avocat, à la charge de syndic d'écoles pour la municipalité dissidente de Coaticook, comté de Stanstead, en remplacement de M. Joseph Beaulne, avocat, démissionnaire.

2619

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1900, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montmagny, M. Philéas Paré, cultivateur, de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny.

2651

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer M. Paul Geffry Owen, agent de MM. Price brothers & Co., de Montmagny, dans le comté de Montmagny, dans notre province de Québec, juge de paix en vertu des dispositions de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th JULY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1836

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last (1900), to appoint Mr. George H. St Pierre, advocate, school trustee of the dissentient municipality of Coaticooke, county of Stanstead, to replace Mr. Joseph Beaulne, advocate, resigned.

2620

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 18th May, 1900, to associate to the commission of the peace, for the district of Montmagny, Mr. Philéas Paré, farmer, of the parish of Saint Francis, county of Montmagny.

2652

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June, 1900, to appoint Mr. Paul Geffry Owen, agent for Messrs. Price brothers and Co., of Montmagny, in the county of Montmagny, in our province of Quebec, a justice of the peace under the

l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Montmagny.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer M. Annibal Olivier Dostaler, inspecteur des assurances pour la province de Québec, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Montréal. 2649

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District d'Ottawa.—MM. Hyacinthe Charlebois, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Angélique, (adresse postale : Papineauville), et William Taylor, cultivateur, du canton de Buckingham (adresse postale : Masson Post Office), comté d'Ottawa.

District de Beauharnois.—M. Hormisdas Meloche, bourgeois, de Saint-Thimothée, comté de Beauharnois.

District de Chicoutimi.—MM. Nérée Tremblay, marchand, Onésime Harvey, marchand, et Phydime Gauthier, cultivateur, de la municipalité de Tremblay, et William Tremblay, cultivateur, Onésime Gagné, cultivateur, et Zéphirin Desgagné, cultivateur, de la municipalité de l'Anse Saint-Jean, comté de Chicoutimi.

District de Pontiac.—M. John Lucas, cultivateur, de Bristol Ridge, comté de Pontiac. 2615

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer MM. Joseph Régis Arthur Cardin, notaire, et Antoine Alfred Duteau de Grandpré, député protonotaire, tous deux de la ville de Sorel, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix pour le district de Richelieu. 2609

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer M. Jean-Baptiste Caouette, assistant-directeur des postes de Québec, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Québec. 2611

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer M. Achille Henri Xavier Talbot, avocat et conseil de la Reine, de la cité de Hull, magistrat de district dans et pour le district d'Ottawa. 2613

provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Montmagny.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd June, 1900, to appoint Mr. Annibal Olivier Dostaler, insurance inspector, for the province of Quebec, justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction on the district of Montreal. 2650

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June, 1900, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Ottawa.—Messrs. Hyacinthe Charlebois, farmer, of the parish of Sainte Angélique (post office address : Papineauville), and William Taylor, farmer, of township Buckingham (post office address : Masson Post Office), county of Ottawa.

District of Beauharnois.—Mr. Hormisdas Meloche, gentleman, of Saint Thimothée, county of Beauharnois.

District of Chicoutimi.—Messrs. Nérée Tremblay, merchant, Onésime Harvey, merchant, and Phydime Gauthier, farmer, of the municipality of Tremblay, and William Tremblay, farmer, Onésime Gagné, farmer, and Zéphirin Desgagné, farmer, of the municipality of l'Anse Saint Jean, county of Chicoutimi.

District of Pontiac.—Mr. John Lucas, farmer, of Bristol Ridge, county of Pontiac. 2616

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June last, 1900, to appoint Messrs Joseph Régis Arthur Cardin, notary, and Antoine Alfred Duteau de Grandpré, deputy protonotary, both of the town of Sorel, to be joint protonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Richelieu. 2610

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June last, 1900, to appoint Mr. Jean Baptiste Caouette, assistant postmaster, of Quebec, justice of the peace, under the provisions of article 2572 of the R. S. Q., with jurisdiction over the district of Quebec. 2612

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June last, 1900, to appoint Mr. Achille Henri Xavier Talbot, advocate and Queen's counsel, of the city of Hull, district magistrate in and for the district of Ottawa. 2614

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, Proc.-Général. ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, Proc.-Général. WHEREAS, in virtue of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared,

et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'eux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot d'une manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article

under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registra-

2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166 "

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi officiels du cadastre du village de Sainte-Anne de Chicoutimi et du canton de Kénogami, comté de Chicoutimi ;

ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de CHICOUTIMI, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plans et livres de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de CHICOUTIMI, relativement au village de SAINTE-ANNE DE CHICOUTIMI et du canton de KENOGAMI, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, les

tion division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166. "

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, plans and books of reference of the cadastre of the village of Sainte Anne de Chicoutimi and of the township of Kenogami, in the county of Chicoutimi ;

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS copies of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, have been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of CHICOUTIMI, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plans and books of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Québec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the FOURTEENTH day of the month of JULY next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of CHICOUTIMI, respecting the village of SAINTE ANNE DE CHICOUTIMI and the township of KENOGAMI, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said FOURTEENTH day of the month of JULY next, the provisions

dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de CHICOUTIMI, relativement au village de SAINTE ANNE DE CHICOUTIMI et du canton de KENOGAMI ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de CHICOUTIMI, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit QUATORZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de JUNE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante et quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2617 Assistant-Secrétaire Provincial.

Canada, Province de Québec } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre

of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of CHICOUTIMI, respecting the village of SAINTE ANNE DE CHICOUTIMI and of the township of KENOGAMI ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of CHICOUTIMI, to renew the same within the period of two years after the said FOURTEENTH day of the month of JULY next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

2618 Assistant Provincial Secretary.

Canada, Province of Québec } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of

Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,
1559 L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Avis du Gouvernement

No. 2287.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1900, d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "municipalité scolaire protestante de Shawbridge", dans le comté de Terrebonne, les dissidences de Saint-Jérôme, Saint-Sauveur, et de Saint-Hippolyte, dans le dit comté de Terrebonne.

2625

No. 800.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1900, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe le Confesseur, comté de Saint-Hyacinthe, le "Village Saint-Joseph" avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 26 septembre 1898, plus les lots suivant du cadastre de la dite paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, savoir : Nos 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199 et 200, ainsi que les lots Nos 319, 320, 321, 322, 323 et 324, du dit cadastre de Saint-Hyacinthe le Confesseur, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village Saint-Joseph."

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet 1900.

2623

No 2620.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification des limites d'une municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1900, de rectifier et définir les limites de la municipalité scolaire de "Maniwaki", comté d'Ottawa, comme suit, savoir : tout le canton de Maniwaki, avec les limites qui lui sont assignées comme tel canton.

Partie du canton de Kensington, dans le même comté d'Ottawa, savoir : depuis et y compris le lot No 19, jusqu'au lot No 49 inclusivement, du 1er rang du dit canton de Kensington.

Aussi, partie du canton Egan, dans le susdit comté d'Ottawa, savoir : tous les lots dans le rang A, et les lots Nos 1 à 7 inclusivement, dans le rang I, ainsi que les lots Nos 1 et 2 dans le rang II, du dit canton Egan.

Cette rectification de limites ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900.

2621

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de

Quebec, in Our said Province, this TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,
1560 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Government Notices

No 2287.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of June last, 1900, to erect into a separate school municipality, for protestants only, by the name of "Protestant School Municipality of Shawbridge", in the county of Terrebonne, the dissidents of Saint Jérôme, Saint Sauveur, and of Saint Hippolyte, in the said county of Terrebonne.

2626

No. 800.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 28th of June last, 1900, to detach from the school municipality of Saint Hyacinth the Confessor, county of Saint-Hyacinth, the village of Saint-Joseph, with the limits which are assigned to it by the proclamation of the 26th September, 1898, with moreover, the following cadastral lots of the said parish of Saint Hyacinth the Confessor, to wit : Nos. 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199 and 200, as also the lots Nos 319, 320, 321, 322, 323 and 324, of the said cadastre of Saint-Hyacinth the Confessor, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Village of Saint Joseph."

This erection is to take effect only on the 1st of July, 1900.

2624

No 2620.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Rectification of boundaries of a school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of June last, 1900, to rectify and define the limits of the school municipality of "Maniwaki", county of Ottawa, as follows, to wit : all the township of Maniwaki, with the boundaries assigned to it as such township.

Part of the township of Kensington, in the same county of Ottawa, to wit : from and including the lot No. 19, to lot No. 49 inclusively, of the 1st range of the said township of Kensington.

Also, part of the township Egan, in the said county of Ottawa, to wit : all the lots in range A, and the lots Nos 1 to 7 inclusively, in range I, as also lots Nos. 1 and 2 in range II, of the said township Egan.

This rectification of boundaries is to take effect only the 1st of July, 1900.

2622

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the third day of

Québec, en date du troisième jour de juillet 1900, incorporant John Clark, lithographe, de la cité de Montréal; George Scoweroff, de la ville de Saint-Paul, graveur; Eugène Mooney, compositeur, de la cité de Montréal; Thomas Lightbound, commis, de la ville de Saint-Lambert, et Charles W. Pearson, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir: d'acheter le fonds de commerce et de se servir du nom de la présente société, "Atlas Engraving and Printing Co," faisant affaires à Montréal, et de continuer les affaires de dessinateur, de graveur, de lithographe, et d'imprimeur éditeur en général, sous le nom de "Atlas Engraving and Printing Company", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de juillet 1900.

JOS. BOIVIN,

2669 Assistant-secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6963.

LaMinerve.

11e rang.

Lots 20 et 21, à Phinéas Viger.
Lots 24 et 25, à Nazaire Coderre.
Lots 26 et 27, à Amédée Guilbault.
Lot 28, à Noël Guilbault.
Lot 33, à Alfred Marengo.

12e rang.

Lots 24 et 25, à Pierre Marsan.
Lots 26 et 27, à Ildège Marsan.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 29 juin 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6964.

Pontefract.

6e rang.

La $\frac{1}{2}$ nord du lot 12, à Hiram Thrasher.
Lot 13, à Jos. Martin.
Lot 14, à Jos. Martin.
Lot 7, à John Curry.
Lot 8, à Chs Hudson.

7e rang.

La $\frac{1}{2}$ S. O. des lots 7 et 8, à Patrick Davis.
La $\frac{1}{2}$ N. E. ou arrière $\frac{1}{2}$ du lot 8, à Patrick Davis.
Lot 9, à Patrick Davis.
Lots 5 et 6, à John Williams.

8e rang.

Lot 12, à Steanen Longenwah.

9e rang.

Lot 8, à Chs. Ed. Overman.

Adj. 6965.

Northfield.

Lots 24, 25 et 26, du 5e rang, au révérend Stanislas Laporte.

July, 1900, incorporating John Clark, lithographer, of the city of Montreal; George Scoweroff, of the town of Saint Paul, engraver; Eugène Mooney, compositor, of the city of Montreal; Thomas Lightbound, clerk, of the town of Saint Lambert, and Charles W. Pearson, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes, viz: the purchase of the business and the use of the name of the present partnership, "Atlas Engraving & Printing Co," carrying on business at Montreal, and to carry on the business of designing, lithographing and general printing and publishing, under the name of "Atlas Engraving and Printing Company", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred shares (1500) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of July, 1900.

JOS. BOIVIN,

2670 Assistant-Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec viz :

Adj. 6963.

LaMenerve.

11th range.

Lots 20 and 21, to Phinéas Viger.
Lots 24 and 25, to Nazaire Coderre.
Lots 26 and 27, to Amédée Guilbault.
Lot 28, to Noël Guilbault.
Lot 33, to Alfred Marengo.

12th range.

Lots 24 and 25, to Pierre Marsan.
Lots 26 and 27, to Ildège Marsan.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 29th June, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6964.

Pontefract.

6th range.

N. $\frac{1}{2}$ of lot 12, to Hiram Thrasher.
Lot 13, to Jos. Martin.
Lot 14, to Jos. Martin.
Lot 7, to John Curry.
Lot 8, to Chs Hudson.

7th range.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lots 7 and 8 to Patrick Davis.
N. E. $\frac{1}{2}$ or rear $\frac{1}{2}$ of lot 8, to Patrick Davis.
Lot 9, to Patrick Davis.
Lots 5 and 6, to John Williams.

8th range.

Lot 12, to Steanen Longenwah.

9th range.

Lot 8, to Chs Ed. Overman.

Adj. 6966.

Northfield.

Lots 24, 25 and 26, in the 5th range, to reverend Stanislas Laporte.

Lots 27, 28 et 29, du 5e rang, à Théophile Laporte.

Lots 22 et 23, du 5e rang, à George Laporte.

Adj. 6966.

DeSalaberry.

Lot 11, du 5e rang, à Guillaume Gagné.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 3 juillet 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6967.

Hartwell.
6e rang.

Lot 25, à Jos Boucher.

Lot 26, à Ovila Boucher.

Lot 27, à Zénon Boucher.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 4 juillet 1900.

2647

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant

Lots 27, 28 and 29, in the 5th range, to Théophile Laporte.

Lots 22 and 23, in the 5th range, to George Laporte.

Adj. 6966.

DeSalaberry.

Lot 11, in the 5th range, to Guillaume Gagné.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 3rd July, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :

Adj. 6967.

Hartwell.
6th range.

Lot 25, to Jos. Boucher.

Lot 26, to Ovila Boucher.

Lot 27, to Zénon Boucher.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 4th July, 1900.

2648

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval

intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne sont et ne peuvent retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1831

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

1832

LOUIS FRECHETTE

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'un ou l'autre de ces journaux n'est pas publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comté des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-levés et les dimensions de ce pont-levés.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comté auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ou-

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and objects of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer's matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the

verture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire étudier et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

1833

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

AVIS.

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de confirmer et ratifier le règlement numéro cent soixante et deux (No 162) de ses règlements, accordant un

opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

1834

Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

NOTICE.

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of confirming and ratifying by-law number one hundred and sixty-two (No. 162) of its by-laws, granting a

bonus et une exemption de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la dite ville de
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21 juin 1900.

2521-2

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1600.

Dame Délima Filion, épouse de Charles Lovis, coupleur, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

WILFRID LALONDE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 juin 1900 2637

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer ; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre autre objet de la compagnie ; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, moudre, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce ; employer pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur ; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec

Le montant proposé du fonds social sera de \$800,000.

Le nombre d'actions sera de 800,000 et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, géant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec ; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans la province d'Ontario.

Les dits Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et

bonus and an exemption from taxes to the Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,
Attorney of the said town of
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21st June, 1900.

2522

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1600.

Dame Délima Filion, wife of Charles Lovis, cutter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WILFRID LALONDE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st June, 1900. 2658

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, estates situate in Quebec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell, lease ; to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company ; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and agreements as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products ; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power ; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Québec.

The intended amount of the capital stock is \$800,000.

The number of shares is to be 800,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city of Montreal, in the province of Québec ; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, in the province of Québec ; Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the province of Ontario.

The first or provisional directors of the company are to be : Donald H. Loynachan, Rufus Henry

Robert Rogers, tous résidants en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENEKER & IVES,
Solliciteurs des requérants.
2627

Montréal, 18 juin 1900.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Victorine (en commandite)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer, acheter et vendre des substances, savons et tous autres objets divers et articles de même nature servant à laver et à blanchir et en faire le commerce, et en général de faire le commerce d'articles et objets en rapport aux affaires d'épicerie et de droguistes.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature en rapport à celles ci-dessus mentionnées.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 (vingt mille piastres), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Albert Henry Brown, gérant ; Frank Ross Shaw, exportateur de grains ; Joseph Quintal, expéditeur ; George Alexander Thomson, marchand de grain ; Max Lauterman, docteur en médecine ; Joseph Arthur Franchère, avocat ; Charles William Meakins, manufacturier ; Henry Duncan Metcalfe, exportateur de grains ; Esmonde Lawrence Clarke, malteur ; John Edward Wright, commis voyageur ; James C. Wark, épicier ; Joseph Wray, entrepreneur de pompes funèbres ; Louis Arsène Lefebvre, commis ; Joseph Olier Chalus, inspecteur des poids et mesures ; Edwin George Brown, commis ; Edward Ryder, commis vendeur ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturier, tous de Montréal, et George Joseph L. Desbarats, ingénieur civil, d'Ottawa, dans la province d'Ontario.

Les dits Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats et Walter Crawford Pearce Gaden seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

BUSTEED & LANE,
Procureurs des requérants.
2659

Montréal, 4 juillet 1900.

Canada,
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Merchants, Advertising Company".

2° Les objets pour lesquels, l'incorporation est demandée, sont : faire commerce en général et annoncer pour les marchands et hommes d'affaires en général au moyen de coupons remis aux acheteurs et remboursables par la compagnie aux conditions mentionnées sur ces coupons ;

Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,
Solicitors for applicants.
2628

Montreal, 18th June, 1900.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for letters patent constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :—

1. The proposed name of the company is "Victorine (Limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business, manufacture, buying and selling of washing compounds, soap and all other merchandise and sundries of a like nature, and generally to carry on and deal in other articles and merchandise incidental to the business of grocers and druggists.

(b) To do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$20,000.00 (twenty thousand dollars), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Albert Henry Brown, manager ; Frank Ross Shaw, grain exporter ; Joseph Quintal, forwarder ; George Alexander Thomson, grain merchant ; Max Lauterman, doctor of medicine ; Joseph Arthur Franchère, advocate ; Charles William Meakins, manufacturer ; Henry Duncan Metcalfe, grain exporter ; Esmonde Lawrence Clarke, malster ; John Edward Wright, commercial traveller ; James C. Wark, grocer ; Joseph Wray, undertaker ; Louis Arsène Lefebvre, clerk ; Joseph Olier Chalus, inspector of weights and measures ; Edwin George Brown, clerk ; Edward Ryder, salesman ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturer, all of Montreal, and George Joseph L. Desbarats, civil engineer, of Ottawa, in the province of Ontario ; of whom the said Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats and Walter Crawford Pearce Gaden are to be the first or provisional directors.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for applicants.
2660

Montreal, 4th July, 1900.

Canada,
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month, after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Merchants' Advertising Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to carry on a general trade and to advertise for merchants and business men generally by means of coupons given to purchasers and redeemable by the company on the terms set forth in these coupons.

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront dans la cité et le district de Montréal;

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune;

5° Les requérants sont : Ernest David, comptable, Joseph Mathias Victor Mongeau, agent d'affaires, tous deux des cité et district de Montréal; Paul Vilmond Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi; Philias Corriveau, avocat, des cité et district de Québec, et Cuthbert Alphonse Chenevert, avocat, de Berthier, district de Joliette, qui seront tous cinq les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets de Sa Majesté.

CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,

Avocats des requérants.

Montréal, 4 juillet 1900.

2661

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé de la compagnie sera "The John Taylor Company", Limited.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer des épicerie de toute sorte, acheter et vendre des marchandises de toute sorte, et de faire en général les affaires de marchands et commerçants.

3° Le principal bureau et la principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Taylor, marchand; James McIntyre Douglas, gentilhomme, et John Randolph Douglas, Alfred Graham Gardner et James Lavens Gardner, marchands, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais, et tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 9 juin 1900.

2373-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera, en anglais : "The Trades Publishing Company", et en français : "La Compagnie de Publications Commerciales".

2° L'objet de la dite compagnie est :

(a) De posséder, éditer, imprimer, publier, graver et relier des papiers-nouvelles, revues, journaux, brochures, etc.

(b) D'acquies des propriétaires actuels le nom et l'achalandage des journaux "Le Prix Courant", "Tissus et Nouveautés", et autres journaux et publications.

(c) D'acquies, posséder, louer, vendre, échanger et hypothéquer les meubles et immeubles nécessaires aux fins pour lesquelles l'incorporation est demandée.

3° Le bureau principal de la compagnie sera à

3° The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Ernest David, accountant, Joseph Mathias Victor Mongeau, business agent, both of the city and district of Montreal; Paul Vilmond Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi; Philias Corriveau, advocate, of the city and district of Quebec, and Cuthbert Alphonse Chenevert, advocate, of Berthier, district of Joliette, which five will be the first directors of the company, and all subjects of Her Majesty.

CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 4th July, 1900.

2662

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, constituting them and such other as may hereafter become shareholders in the company thus incorporated, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The corporate name of the company is to be "The John Taylor Company", Limited.

2. The purposes for which incorporation is sought are to manufacture grocers' supplies and sundries, buy and sell merchandise of all kinds, and to carry on the business of general merchants and traders.

3. The head office and principal place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

5. The names in full, residence and calling of the several applicants are as follows : John Taylor, merchant; John McIntyre Douglas, gentleman, and John Randolph Douglas, Alfred Graham Gardner and James Lavens Gardner, merchants, all of the city and district of Montreal, all of whom are british subjects and all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Attorneys for applicants.

Montreal, 9th June, 1900.

2374

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the undersigned persons, to the Lieutenant Governor of the province of Quebec in Council, for letters patent of incorporation, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act of the province of Quebec, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be, in english : "The Trades Publishing Company", and in french : "La Compagnie de Publications Commerciales".

2. The object of the said company is :

(a) To own, edit, print, publish, engrave and bind newspapers, reviews, journals, pamphlets, &c.

(b) To acquire from the actual owners the name and business of the newspapers "Le Prix Courant", "Tissus et Nouveautés", and other newspapers and publications.

(c) To acquire, own, lease, sell, exchange and hypothecate the movables and real estate necessary for the purposes for which incorporation is sought.

3. The head office of the company is to be at

Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000, divisé en cinq cents actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Alfred Lionais, éditeur ; Henri Lionais, éditeur ; Paul Blénert, journaliste ; Emile Joseph, avocat ; Hardouin Lionais, chirurgien-dentiste, et F. Emile Fontaine, agent, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les dits Alfred Lionais, Henri Lionais et Hardouin Lionais seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous trois résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

EMILE JOSEPH,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 juin 1900.

2375-4

Avis public est par les présentes donné que, dans un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie Le Monde Illustré".

L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est la publication de journaux, revues, de faire des impressions et d'acquiescer tout le matériel nécessaire à cet effet.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de dix-huit mille piastres divisé en cent quatre-vingts actions de cent piastres chacune.

Les requérants sont : Louis Beaudry, contracteur, François-Xavier Dupuis, avocat, Philippe Beaudry, commis, tous des cité et district de Montréal ; Edouard Zotique Massicotte, journaliste, et Olivier Dupuis, maître de poste, tous deux de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, lesquels sont tous sujets britanniques et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats des requérants.

Montréal, 14 juin 1900.

2433-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Dominion Architectural Metal Works Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer toute sorte d'ouvrage en métal pour l'usage de bâtisses, y compris ouvrage en grillage, appareils de gaz et d'électricité, fournitures de plombiers, de constructeurs et entrepreneurs en général.

3° La principale place d'affaires de la compagnie, dans les limites de la province, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de huit mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de huit mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : George Richard Locker, marchand ; Frederick Burwash Locker, commis ; James Balantyne, entrepreneur, et Frank Edward McKeys, manufacturier, tous de la cité de Montréal, et John Henry Sticht, mécanicien, de Foxcroft, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, lesquels seront tous les premiers directeurs de la compagnie, et la majeure partie des

Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$50,000, divided into five hundred shares of \$100 each.

5. The names in full, and the calling and address of the applicants are as follows : Alfred Lionais, editor ; Henri Lionais, editor ; Paul Blénert, journalist ; Emile Joseph, advocate ; Hardouin Lionais, dentist surgeon, and F. Emile Fontaine, agent, all of the city of Montreal, in the province of Quebec.

6. The said Alfred Lionais, Henri Lionais and Hardouin Lionais will be the first or provisional directors of the company, all three of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

EMILE JOSEPH,
Solicitor for applicants.

Montreal, 7th June, 1900.

2376

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name of "La Compagnie d'Imprimerie Le Monde Illustré."

The object for which the company's incorporation is sought is the publication of news papers, reviews, to make impressions and to acquire all the necessary material to carry out said business.

The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

The capital stock will be eighteen thousand dollars divided into one hundred and eighty shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Louis Beaudry, contractor, François-Xavier Dupuis, advocate, Philippe Beaudry, clerk, all of the city and district of Montreal ; Edouard Zotique Massicotte, journalist, and Olivier Dupuis, post-master, both of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, who are all British subjects and will be the first directors of the said company.

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th June, 1900.

2434

Notice is hereby given that application will be made to the Honorable the Lieutenant Governor, for letters patent under the Great Seal of the province of Quebec, for a charter incorporating the petitioners and all others who may become shareholders in the company to be thereby created, a body politic and corporate.

1. The corporate name of the proposed company is "The Dominion Architectural Metal Works Company."

2. The object for which the incorporation is sought, is to manufacture all kinds of metal work for building purposes, including grill work, gas and electric fixtures, plumbers' and builders' supplies and general contractors.

3. The place within the limits of the province selected as the chief place of business of the company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is eight thousand dollars.

5. The number of shares is eight thousand, and the amount of each share is one dollar.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : George Richard Locker, merchant ; Frederick Burwash Locker, clerk ; James Balantyne, contractor, and Frank Edward McKeys, manufacturer, all of the city of Montreal, and John Henry Sticht, mechanic, of Foxcroft, in the State of Maine, one of the United States of America, all of whom are to be the first directors of the company, and the major part of

dits directeurs de la compagnie sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 21 juin 1900. 2511-3

Avis est le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Montreal Canning and Preserving Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, vendre, mettre en boîte et conserver des fruits, végétaux, viandes et en faire le commerce ; de manufacturer, acheter, vendre des articles en boîte, conserves, gelées, sauces piquantes, sauces, marinades et autres articles semblables.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature ou ayant rapport aux objets ci-dessus nommés.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit :

Andrew Laing, manufacturier ; John S. Stanley, teneur de livres ; Francis George Bush, sténographe ; Robert C. McMichael, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, et William Patrick Innes, manufacturier, de la ville de Simcoe, dans la province d'Ontario, tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1900. 2503-3

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Avis est par le présent donné que Jacques Emery Molleur, manufacturier ; Charles A. Molleur, commis ; Georges O. Molleur, étudiant ; Israël Molleur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, épouse de J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, avocat de Saint-Jean, P. Q., et Joseph E. Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, feront application au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'obtention de lettres patentes incorporant la "Compagnie lainière de J. E. Molleur & Fils à responsabilité limitée", pour la fabrication de sous-vêtements et de tissus de laine et de coton, etc., etc.

Le capital action sera de \$50,000 divisé en 500 parts de \$100 chacune.

Le bureau principal sera dans la ville de Saint-Jean, P. Q.

P. J. DORÉ,
Procureur.

Par **HECTOR PHANEUF.**

Saint-Jean, 21 juin 1900. 2517-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Giroux, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Théodule Amiot, jardinier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 juin 1900. 2585-2

such directors are residents in Canada and subjects of Her Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,
Solicitors for applicants.

Montreal, 21st June, 1900. 2512

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent of incorporation, as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Montreal Canning and Preserving Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To carry on the business of buying, selling, dealing in, canning, and preserving fruits, vegetables and meats, and of manufacturing, buying, selling and dealing in canned goods, jams, jellies, ketchups, sauces, pickles and similar articles.

(b) To do any other business of a like nature or incidental to those enumerated herein.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of fifty (\$50.00) each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Andrew Laing, manufacturer ; John S. Stanley, book-keeper ; Francis George Bush, stenographer ; Robert C. McMichael, student at law, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, and William Patrick Innes, manufacturer, of the town of Simcoe, in the province of Ontario, all of whom are British subjects.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
Solicitors for applicants.

Montreal, 20th June, 1900. 2504

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Notice is hereby given that Jacques Emery Molleur, manufacturer ; Charles A. Molleur, clerk ; Georges O. Molleur, student ; Israël Molleur, manufacturer ; Marie Elizabeth Doré, wife of J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, advocate, of Saint John's, P. Q., and Joseph E. Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating "La Compagnie lainière de J. E. Molleur & Fils à responsabilité limitée", for the fabrication of under clothing and of woolen stuffs and cotton, etc., etc.

The capital stock will be \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office will be in the town of Saint John's, P. Q.

P. J. DORÉ,
Attorney.

By **HECTOR PHANEUF.**

Saint John's, 21st June, 1900. 2518

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Emma Giroux, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Théodule Amiot, gardener, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th June, 1900. 2586

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL

Candidats aux examens du Barreau, de juillet 1900.

Candidates for admission to the study, examinations of the Bar, July, 1900.

No.	Nom.—Name.	Age	Résidence.	Collège.
1	Dwyer, Peter..	25 ans—years..	Montréal.....	Collège Sainte-Marie de Montréal —Saint Mary's College—Col- lège Saint-Joseph, Kirkwood Mo.—College.

EDMOND BROSSARD,

Secrétaire du Barreau de Montréal.
Secretary of the Bar of Montreal.

2533-34 2

Avis de Faillites

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de The Edward O'Brien Coy.,
Faillis.Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité
de Montréal, comptable licencié, ai été nommé
curateur dans cette affaire.Les créanciers sont requis de produire leurs récla-
mations devant moi sous trente jours.A. W. STEVENSON,
Curateur.Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 juillet 1900. 2635Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de F. Duclos, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 1709,
rue Notre-Dame, Montréal, le ou après le 24^e jour
de juillet 1900.Toute opposition au dit dividende devra être pro-
duite avant la dite date.LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

Montréal, 7 juillet 1900. 2653

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

The William Drysdale Company, En liquidation.

Par ordre de la cour supérieure pour le district de
Montréal, les créanciers de The William Drysdale
Company, en liquidation, sont requis de produire
leurs réclamations entre les mains du soussigné,
liquidateur de la dite compagnie, No 232, rue Saint
Jacques, dans la cité de Montréal, le ou avant le
trentième jour de juillet dix-neuf cent.ALEX. ALLEN MURPHY,
Liquidateur.

Montréal, 25 juin 1900. 2629

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 78. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Martin Beck, Failli.

Avis est par le présent donné que Martin Beck,
des cité et district de Montréal, dans la province de
Québec, commerçant, le vingt-huitième jour A. D.
1900, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour
le bénéfice de ses créanciers au bureau du proto-

Bankrupt Notices

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of The Edward O'Brien Coy,
Insolvents.I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of
the city of Montreal, chartered accountant, has
been appointed curator in this matter.Creditors are requested to file their claims before
me within thirty days.A. W. STEVENSON,
Curator.Bank of Toronto Chambers,
Saint James street,
Montreal, 3rd July, 1900. 2636Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of F. Duclos, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
and will be payable at our office, No. 1709, Notre
Dame street, Montreal, on and after the 24th day
of July, 1900.Any opposition to the said dividend must be made
before the said date.LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

Montreal, 7th July, 1900. 2654

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

The William Drysdale Company, In liquidation.

By order of the superior court for the district of
Montreal, the creditors of the William Drysdale
Company, in liquidation, are required to file their
claims with the undersigned, the liquidator of the
said company, at No. 232, Saint James street, in
the city of Montreal, on or before the thirtieth day
of July, nineteen hundred.ALEX. ALLEN MURPHY,
Liquidator.

Montreal, 25th June, 1900. 2630

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 78. } Superior Court.

In the matter of Martin Beck, Insolvent.

Notice is hereby given that Martin Beck, of the
city and district of Montreal, in the province of
Quebec, trader, has made a judicial abandonment
of his property for the benefit of his creditors, on
the twenty-eighth day of June, A. D., 1900, in the

taire de la cour supérieure du susdit district de Montréal.

J. M. M. DUFF,
Député gardien provisoire.
Chambre : No 52, Imperial Building.
Montréal, 28 juin 1900. 2631

Province de Québec, }
District de Beauce. } Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que E. S. LaRue, marchand, de Saint-Joseph, Beauce, a, le 21e jour de juin 1900, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Beauce, conformément à la loi.

JULES VEZINA,
Gardien provisoire.
Saint Joseph, Beauce, 3 juillet 1900. 2663

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure
In re P. A. Tanguay, de Danville, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le 11ième jour de mai 1900, le dit P. A. Tanguay a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du dit district.

J. P. ROYER,
Curateur.
Daté ce 5 juillet 1900. 2675

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE

In re Alphonse Daigneault, boulanger, 316, rue Moreau, Montréal, Failli.
Les soussignés vendront par encan public aux salles d'encan de Marcotte & Frère, No 69, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, LUNDI, le TRENTIEME jour de JUILLET 1900, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement ayant front sur la rue Moreau, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, contenant quarante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison, une boulangerie et autres dépendances dessus construites, portant les numéros 314 et 316, de la dite rue Moreau, lequel emplacement est connu et désigné sous le numéro quatre-vingt, subdivision cent quatre-vingt-huit (80 188), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga.

Le dit immeuble sera vendu sujet à tout ce dont il sera grevé le jour de la vente. Pour toutes autres informations, s'adresser à

BILODEAU & CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.
15, rue Saint-Jacques, Montréal.
MARCOTTE & FRÈRE,
Encanteurs. 2563-2

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal aforesaid.

J. M. M. DUFF,
Deputy provincial guardian.
Room : No. 52, Imperial Building.
Montreal, 28th June, 1900. 2632

Province of Quebec, }
District of Beauce. } Superior Court.

Notice is hereby given that E. S. LaRue, merchant, of Saint Joseph, Beauce, has, on the 21st day of June, 1900, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

JULES VEZINA,
Provisional guardian.
Saint Joseph, Beauce, 3rd July, 1900. 2664

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
In re P. A. Tanguay of Danville, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 11th day of May, 1900, the said P. A. Tanguay has made an abandonment of his property, goods and effects for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the superior court for said district.

J. P. ROYER,
Curator.
Dated 5th July, 1900. 2676

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of Alphonse Daigneault, baker, 316 Moreau street, Montreal, Insolvent.
The undersigned will sell by public auction at the sales room of Marcotte Bros, No. 69, Saint James street, in the city of Montreal, MONDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1900, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovable ceded in this matter.

A lot of land fronting on Moreau street, in Hochelaga ward, in the city of Montreal, containing forty feet frontage by one hundred and fifty feet in depth, english measure, more or less—with a house and bakery and other dependances thereon erected, said house bearing No. 314 and 316, on said Moreau street, said lot of land known and designated under the official number on the plan and book of references of the incorporated village of Hochelaga, number eighty, subdivision number one hundred and eighty-eight (80-188), in the county of Hochelaga.

Said immovable will be sold subject to all incumbrances on the day of sale, for all further particulars apply to.

BILODEAU & CHALIFOUR,
Joint curators.
15, Saint James street, Montreal.
MARCOTTE BROS
Auctioneers, 2564

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **FORTUNAT FORTIN,**
 No 100 de /98. } Demandeur ; contre
LEON DROUIN, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé dans le sixième rang de Metgermette Nord, comté de Beauce, de soixante pieds de front sur cent trente sept pieds de profondeur, mesure anglaise, étant partie du lot numéro trente (30), du cadastre officiel du canton de Metgermette Nord ; borné en front au chemin public, en arrière au nord-est et au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro trente — avec bâisses dessus construites, circonstances et dépendances ; à la charge par l'acquéreur en faveur de Arthur Drolet, forgeron, de Saint-Zacharie, et de ses ayants cause : 1° de clore le dit terrain ; 2° d'une rente annuelle et foncière de huit piastres remboursable à raison d'un capital de cent vingt-cinq piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village de Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1900.
 [Première publication, 7 juillet 1900.] 2633

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Provinces de Québec, } **THE GAULT BROS.**
 District de Bedford. } **COMPANY LIM-**
 No 138. } **TED, Requérente ; et**
JULIEN COTE, Débiteur ; et AMBROSE L. KENT et ALPHONSE TURCOTTE, Curateurs-conjoints.

1° Une terre située dans le canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, connue comme étant parties des lots onze et douze, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du dit canton et maintenant désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros deux mille cent cinquante-sept et deux mille cent soixante (lots Nos 2157 et 2160), la dite terre ayant environ soixante et quinze (75) acres en superficie, plus ou moins—avec les bâisses sus-érigées.

2° Un autre morceau ou étendue de terre situé au même lieu, étant partie du lot numéro treize, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, connu et désigné comme étant la juste moitié sud, le lot portant le numéro deux mille cent soixante et huit, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, la dite moitié sud du lot numéro deux mille cent soixante et huit, 2168, ayant cinquante-cinq acres en superficie, plus ou moins ; et bornée au nord par la terre d'un nommé Dosithée Gaudreau, au sud par celle d'un nommé Oliva Dagesse, à l'est par un chemin public et, à l'ouest par la terre d'un nommé Addison Smith ou ses représentants — avec les bâisses sus-érigées.

Les dits deux immeubles pour être vendus sujets à un bail passé le 18 novembre 1896, devant J. B. Demers, N. P., par le dit débiteur, failli, en faveur d'Hypolite Côté, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Blaise, district d'Iberville, pour un terme de trois années, lequel bail a été tacitement continué aux mêmes termes et conditions et expirera le 30 septembre prochain 1900—avec la réserve de la récolte sur les dits immeubles jusqu'à l'expiration du dit bail.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **FORTUNAT FORTIN,**
 No. 100 of /98. } Plaintiff ; vs. **LEON**
DROUIN, Defendant, to wit :

A lot situate in the sixth range of Metgermette North, county of Beauce, of sixty feet in front by one hundred and thirty-seven feet in depth, english measure, being a part of lot number thirty (30), of the official cadastre of the township of Metgermette North ; bounded in front by the public road, in rear to the north east and on the south west by the residue of the said lot number thirty — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge upon the purchaser in favor of Arthur Drolet, blacksmith, of Saint Zacharie, and of his representatives ; 1. to fence in the said lot ; 2. of an annual ground rent of eight dollars reimbursable upon a capital of one hundred and twenty five dollars.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1900.
 [First published, 7th July, 1900.] 2634

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.*Superior Court—District of Iberville.*

Province of Québec, } **THE GAULT BROS**
 District of Bedford. } **COMPANY LIM-**
 No. 138. } **TED, Petitioner ; and JU-**
LIEN COTE, Debtor ; and AMBROSE L. KENT
AND ALPHONSE TURCOTTE, Joint curators.

1. A farm situate in the township of Stanbridge, in the district of Bedford, and known as being parts of the lots eleven and twelve, in the fifth range, old survey, of the said township and now designated upon the official plan and book of reference for the said township of Stanbridge, by the numbers two thousand one hundred and fifty-seven and two thousand one hundred and sixty (lots Nos. 2157 and 2160), being the same farm of about seventy-five (75) acres in superficies, more or less — with buildings thereon erected.

2. Another piece or tract of land situate at the same place, being part of the lot number thirteen, in the fifth range, old survey of the township of Stanbridge, and known and designated as being the just south half, the lot bearing the number two thousand one hundred and sixty-eight, of the official plan and book of reference for the said township of Stanbridge, being the said half of lot number two thousand one hundred and sixty-eight, 2168, fifty-five acres in superficies, more or less ; and bounded to the north by the land of one Dosithée Gaudreau, to the south by that of one Oliva Dagesse, to the east by a public highway, and to the west by land belonging to one Addison Smith or his representatives—with the buildings thereon erected

Said sale of said two immovables to be made subject to a lease consented, on the 18th November, 1896, before J. B. Demers, N. P., by said debtor-insolvent, to Hypolite Côté, farmer, of the parish of Sainte Blaise, district of Iberville, for a term of three years, which lease was tacitly continued under the same terms and conditions and will expire on the 30th September next, 1900 — with the reserve of the crop on said immovables till the expiration of said lease.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford et district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 juin 1900. 2637
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plusbas.

MANDAT DES CURATEURS. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } THE GAULT BROS
No 138. } COMPANY, LIMITED.
Requérante ; et JULIEN COTE, Débiteur insolvable ; et AMBROSE L. KENT et ALPHONSE TURCOTTE, Curateurs conjoints.

Un lot de terre situé au côté est de la rue Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent quatre-vingt quatre (No. 184), de la contenance de trente-six pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 29 juin 1900. 2645
[Première publication, 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Montréal.

Canada,

Province de Québec, } THE MASSEY HARRIS
District d'Iberville. } COMPANY, LIMITED,
No 6055. } Demanderesse ; contre
PIERRE LAROSE, Défendeur.

Une terre aise et située sur le rang de Kempt, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée comme étant la juste moitié nord du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (moitié du No 184), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, de la contenance d'environ quatre-vingts arpents en superficie ; bornée en front par le chemin public du dit rang de Kempt, en profondeur par la partie sud du dit lot No 184, à l'est par le lot No 185, et à l'ouest par le lot No 183—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 29 juin 1900. 2643
[Première publication, 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } GASPARD DE SERRES,
Nos 203, 274 et 173. } comptable, de la cité et du district de Montréal, Demandeur par reprise d'instance ; contre THOMAS ANDREW COUSINS, comptable, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la succession vacante de feu Octavian N.

To be sold at the parish church door of Saint Damien, in the town of Bedford and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th June, 1900. 2638
[First published, 7th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATORS' WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } THE GAULT BROS
No. 138. } COMPANY, LIMITED, Petitioner ; and JULIEN COTE, Insolvent debtor ; and AMBROSE L. KENT and ALPHONSE TURCOTTE, Joint curators.

A lot of land situate on the east side of Jacques Cartier street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and eighty-four (No. 184), containing thirty-six feet in front by one hundred and forty-four feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 29th June, 1900. 2646
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montréal.

Canada,

Province of Québec, } THE MASSEY HARRIS
District of Iberville, } COMPANY, LIMITED,
No. 6055. } Plaintiff ; against PIERRE LAROSE, Defendant.

A ferme lying and situate on the range of Kempt, in the parish of Saint-Alexandre, in the district of Iberville, known and designated as being the exact northern half of the lot number one hundred and eighty-four (half of No. 184), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Alexandre aforesaid, containing about eighty arpents in superficies ; bounded in front by the public road of the said range of Kempt, in depth by the southern part of the said lot No. 184, to the east by the lot No. 185, and to the west by the lot No. 183—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Alexandre, on the SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John, 29th June, 1900. 2644
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } GASPARD DE
Nos. 203, 274 and 173. } SERRES, accountant, of the city and district of Montréal, Plaintiff par reprise d'instance ; against THOMAS ANDREW COUSINS, accountant, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, in his capacity of curator duly appointed in justice to the vacant estate of the

E. Boucher, en son vivant notaire public, de la dite ville de Saint-Jean, suivant acte de curatelle dûment homologué et enregistré, Défendeur par reprise d'instance, Gaspard De Serres, Demandeur, vs Octavian N. E. Boucher, Défendeur, et Gaspard De Serres, Demandeur par reprise d'instance, vs Dame Catherine Frances Allan, ès-qualité, Défenderesse par reprise d'instance.

Comme appartenant au dit Thomas Andrew Cousins, ès-qualité, Défendeur.

Un morceau de terre situé au côté ouest de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné comme étant à peu près la partie centre du lot numéro deux cent vingt-cinq (partie du No 225), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; borné en front par le canal Chambly, à l'ouest par les lots Nos 231 et 232, au nord par la partie nord du dit lot No 225, et au sud par la partie sud du dit lot No 225, de la contenance d'environ trente-sept pieds de largeur sur cent quatre-vingt-trois pieds de longueur—avec une maison en briques, connue sous le No 8, de la dite rue Champlain, et comme formant la partie centre du pâté de maisons appelé Riverside Terrace, et autres bâtisses y érigées, ensemble avec le droit de passage en commun avec tous ceux qui ont droit de passer au bout sud de la dite Terrace et passage en arrière des remises des logis portant les Nos 9, 10 et 11, de la dite rue Champlain, tel que maintenant existant. Les murs latéraux de la dite maison seront mitoyens et les égouts et clôtures en commun.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 juin 1900. 2415-2
[Première publication, 16 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montreal.

Joliette, à savoir: } JOSEPH FEREOLE DU-
No 266. } BREUIL, Demandeur;
contre EVANGELISTE JOLY, Défendeur.

Un emplacement situé en le village de Saint-Gabriel de Brandon, en la concession Saint-David, seigneurie de Lanaudière, de quarante pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-onze (91), de la subdivision du lot numéro 232, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 3 juillet 1900. 2639
[Première publication, 7 juillet 1900]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

late Octavian N. E. Boucher, in his lifetime notary public, of the said town of Saint Johns, according to the curatorship duly homologated and registered, Defendant, par reprise d'instance; Gaspard De Serres, Plaintiff vs. Octavian N. E. Boucher, Defendant, and Gaspard De Serres, Plaintiff par reprise d'instance vs. Dame Catherine Frances Allan, Defendant ès-qualité par reprise d'instance.

As belonging to the said Thomas Andrew Cousins, defendant ès-qualité.

A piece of ground situate on the west side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated as being about the centre part of the lot number two hundred and twenty-five (part of No. 225), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; bounded in front by the Chambly canal, to the west by the lots Nos. 231 and 232, to the north by the northern part of the said lot No. 225, and to the south by the southern part of the said lot No. 225, containing about thirty-seven feet in width by one hundred and eighty-three feet in length—with a brick house, known under the No. 8, of the said Champlain street, and forming the centre part of the block of houses called Riverside Terrace, and other buildings thereon erected, together with the right of way in common with all who may have the right to pass at the south end of the said Terrace and in the lane in the rear of the outbuildings of the tenements bearing the Nos. 9, 10 and 11, of the said Champlain street, as it is now existing. The lateral walls of the said house will be party walls and the sewers and fences in common.

To be sold at my office, in the Court House, in the said town of Saint Johns, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 13th June, 1900. 2416
[First published, 16th June, 1900.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Montreal.

Joliette, to wit: } JOSEPH FEREOLE DU-
No. 266. } BREUIL, Plaintiff; against
EVANGELISTE JOLY, Defendant.

A lot situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, in the Saint David concession, seigniorie of Lanaudiere, of forty feet in front by one hundred and thirty-five feet in depth, known and described as number ninety-one (91), of the subdivision of lot No. 232, to the official plan and book of reference of the parish of Saint Gabriel de Brandon—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 3rd July, 1900. 2640
[First published, 7th July, 1900]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District de Kamouraska—
Fraserville.

No 2737. } **HADEE HUDON** DIT **BEAU-**
LIEU, de la ville de Lawrence,
 dans les Etats-Unis d'Amérique, commis marchand,
 Demandeur; vs. **JOSEPH HUDON** DIT **BEAU-**
LIEU, de Saint-Pacôme, dans le district de Kamouraska, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans les second et troisième rangs de la seigneurie de la Bouteillerie, dans la paroisse de Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska, de trois arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, la dite terre étant le lot numéro 195, du cadastre de la dite paroisse de Saint-Pacôme—avec maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un circuit de terre situé au même lieu, d'environ cinq arpents en superficie, et portant le numéro 192, du même cadastre.

3° Un circuit de terre situé au même lieu, d'environ cinq arpents en superficie, et portant le numéro 193, du même cadastre.

4° Une terre située sur le septième rang de la dite seigneurie, dans la dite paroisse de Saint-Pacôme, d'un arpent de front sur quarante arpents de profondeur, laquelle terre est connue et désignée au cadastre précité sous le numéro 960.

5° Une autre terre située au même endroit, d'un arpent de front sur quarante arpents de profondeur, laquelle terre porte le numéro 962, du même cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Pacôme, **MERCREDI**, le **HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT, Shérif.
 Bureau du shérif. 2667
 Fraserville, 3 juillet 1900.
 [Première publication, 7 juillet 1900].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ROSE DE LIMA** GOD-
 No 1677. } **MAIRE**, d'Acton Vale,
 dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse contractuellement séparée de biens de Cléophas Roussin, cultivateur, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse à ester en justice, Demanderesse; contre les terres étenements de **W. D. ROBINSON**, d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Trois lopins de terre situés dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Grosvenor, et respectivement connus : 1° l'une sous le numéro deux, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize du numéro officiel deux cent dix-neuf (219-93-2), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; 2° un autre sous le numéro deux, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf (219-92-2) des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal; 3° et le troisième composé du lot de terre connu sous le numéro un, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels, et du numéro trois, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-onze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court, district of Kamouraska.—
Fraserville.

No. 2737. } **HADEE HUDON** DIT **BEAU-**
LIEU, of the town of Lawrence,
 in the United States of America, merchant's clerk,
 Plaintiff; vs. **JOSEPH HUDON** DIT **BEAULIEU**,
 of Saint Pacôme, in the district of Kamouraska,
 Defendant.

1. A land situate and being in the second and third ranges of the seignory of La Bouteillerie, in the parish of Saint Pacôme, in the county of Kamouraska, of three arpents in front by forty-two arpents in depth, the whole more or less, the said land being lot number 195, of the cadastre of the said parish of Saint Pacôme—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A circuit of land situate at the same place, of about five arpents in area, and bearing the number 192, of the same cadastre.

3. A circuit of land situate at the same place, of about five arpents in area, and bearing the number 193, of the same cadastre.

4. A land situate in the seventh range of the said seignory, in the said parish of Saint Pacôme, of one arpent in front by forty arpents in depth, which land is known and described on the aforesaid cadastre as number 960.

5. Another land situate at the same place, of one arpent in front by forty arpents in depth, which land bears the number 962, of the same cadastre.

To be sold at the church door of Saint Pacôme, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT, Sheriff.
 Sheriff's Office, 2668
 Fraserville, 3rd July, 1900.
 [First published, 7th July, 1900].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ROSE DE LIMA** GOD-
 No. 1677. } **MAIRE**, of Acton Vale,
 in the district of Saint Hyacinth, wife of separated as to property by marriage contract of Cléophas Roussin, farmer, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife to appear in judicial proceedings, Plaintiff; against the lands and tenements of **W. D. ROBINSON**, of Acton Vale, in the district of Saint Hyacinth, Defendant.

Three lots of land situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Grosvenor avenue, and known respectively as : 1. one as number two, of the official subdivision ninety-three, of the official number two hundred and nineteen (219-93-2), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; 2. another lot known as number two, of the official subdivision ninety-two, of the official number two hundred and nineteen (219-92-2), of the said official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal; 3. and the third made up of the lot of land known as number one, of the official subdivision number ninety-two, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference, and of number three, of the official subdivision number ninety-one, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan

ciels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal, (219-92-1 et 219-91-3), chacun de ces trois lopins de terre contenant vingt-quatre pieds de front par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, le tout mesure anglais, et plus ou moins—avec les maisons dessus érigées, dépendances et servitudes y attachées (ces deuxième et troisième lopins de terre ne formant qu'une seule exploitation) et notamment avec droit de passage avec tous autres, pouvant y avoir droit, dans le passage de huit pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, situé entre les deux lots en premier lieu désignés; le dit passage connu lui-même sous les numéros un, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize, et trois de la subdivision officielle quatre-vingt-douze, du dit lot officiel numéro deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et aussi avec droit de passage dans le passage situé en arrière des trois lopins de terre présentement saisis; ce dernier passage portant entre autres numéros, les numéros quatre des subdivisions officielles quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize, du dit numéro officiel deux cent dix-neuf.

4° Un autre lopin de terre situé dans la dite ville de Westmount, dit district de Montréal, ayant front sur la dite avenue Grosvenor, de la contenance de cinquante pieds de front par cent onze pieds de profondeur, plus du moins, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept, de la subdivision officielle du dit numéro deux cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juillet 1900
Shérif, Montréal, 2641
[Première publication 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NOE DINELLE, FILS, No. 416. } plombier-couvreur, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de NOE DINELLE, PÈRE, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent soixante-cinq (165), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cent trente-sept (137); borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié d'un lot de terre sis et situé au même endroit, connu sous le numéro cinq cent vingt-deux (522), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro onze (11); borné en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du dit lot cinq cent vingt-deux (522), et de l'autre côté par le lot numéro cinq cent vingt-et-un (521), de la susdite subdivision—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° La moitié indivise dans un lot de terre et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé au même endroit, connu sous le numéro deux cent quarante-trois (243), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cent trente-sept (137); borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.

4° Deux lots de terre sis et situés dans la ville d'Outremont, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, connus sous les numéros trois

and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal, (219-92-1 and 219-91-3), each of the said three lots of land containing twenty-four feet in front by ninety-six feet in depth, the whole english measure, and more or less—with the houses thereon erected, dependencies and servitudes attached thereto (the second and third lots of land forming only one and the same plot) and especially with the right of passage along with the others entitled thereto, in the passage eight feet wide by ninety-six feet in depth, situate between the two lots firstly described; the said passage being itself known as numbers one, of the official subdivision ninety-three, and three of the official subdivision ninety-two, of the said official lot number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and also with the right of passage in the passage situate in rear of the three lots of land now seized; this last passage bearing amongst other numbers, the numbers four of the official subdivisions ninety-two and ninety-three, of the said official number two hundred and nineteen.

4° Another lot of land situate in the said town of Westmount, said district of Montreal, fronting on the said Grosvenor avenue, containing fifty feet in front by one hundred and eleven feet in depth, more or less, known and described as number one hundred and twenty-seven, of the official subdivision of the said number two hundred and nineteen, of the official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd July, 1900.
Deputy Sheriff, Montréal, 2642
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } NOE DINELLE, JUNIOR, No. 416. } plumber and roofer, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of NOE DINELLE, SENIOR, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the town of Saint Louis, in the county of Hochelega, in the district of Montreal, known as number one hundred and sixty-five (165), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number one hundred and thirty-seven (137); bounded in front by City Hall avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The half of a lot of land situate and being at the same place, known as number five hundred and twenty-two (522), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number eleven (11); bounded in front by Saint Urbain street, in rear by a lane, on one side by the other half of the said lot five hundred and twenty-two (522), and on the other side by lot number five hundred and twenty-one (521), of the said subdivision—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The undivided half in a lot of land and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being in the same place, known as number two hundred and forty-three (243), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number one hundred and thirty-seven (137); bounded in front by City Hall avenue.

4. Two lots of land situate and being in the town of Outremont, in the county of Hochelega, in the district of Montreal, known and described as num-

cent quatre et trois cent cinq (304 et 305), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trente-trois (33); bornés en front par la rue Québec—sans bâtisses.

5° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connus sous les numéros cent cinq (105) et cent six (106), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent vingt-cinq (325); bornés en front par la rue Saint-André—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

6° Six lots de terre sis et situés dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cent quarante-quatre (144), cent quarante-cinq (145) et cent quarante-six (146); bornés en front par la rue Saint-Pierre et les numéros cent quarante-sept (147), cent quarante huit (148) et cent quarante neuf (149); bornés en front par l'avenue Ouimet, les dits lots étant de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro quatre cent neuf (409)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et formant une seule et même exploitation.

7° Un lot de terre sis et situé dans le village de Villeroy, dans le district de Montréal, connu sous le numéro trois cent trente-trois (333), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489); borné en front par la rue Labelle—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 juillet 1900. Shérif. 2655
[Première publication, 6 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST AND LOAN
No 3160. } COMPANY OF CANADA,
corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de THOMAS ANDERSON RICHARDSON, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, sous le numéro trois cent vingt-quatre (partie de 324); borné en front par le chemin public, tel qu'il existe maintenant, en arrière par le chemin de la Concession Sainte-Marie, d'un côté par le lot numéro trois cent vingt-cinq, du dit plan, et de l'autre côté par le lot numéro trois cent vingt-trois, du même plan, contenant environ quatre arpents de front sur environ trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses érigées sur le susdit morceau de terre, avec le droit d'accès jusqu'au bord du Lac par un chemin de cinquante pieds de largeur, le dit chemin étant à une distance de cent vingt-cinq pieds du dit lot numéro trois cent vingt-trois, et courant parallèle à la ligne du dit lot et entre le chemin principal et le bord de l'eau, le dit chemin courant à travers le front du dit lot numéro trois cent vingt-quatre, situé entre le dit chemin principal et la rivière Ottawa, et appartenant à Dame Veronica Anny May Ritchie, épouse de John B. Wood. A distraire du dit morceau de terre les par-

bers three hundred and four and three hundred and five (304 and 305), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number thirty-three (33); bounded in front by Quebec street—without buildings.

5. Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, known as numbers one hundred and five (105), and one hundred and six (106), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, as number three hundred and twenty-five (325); bounded in front by Saint Andrew street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6. Six lots of land situate and being in the town of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, known as numbers one hundred and forty-four (144), one hundred and forty-five (145), one hundred and forty-six (146); bounded in front by Saint Peter street and numbers one hundred and forty-seven (147), one hundred and forty-eight (148) and one hundred and forty-nine (149); bounded in front by Ouimet avenue, said lots being of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as number four hundred and nine (409)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and forming one and the same plot.

7. A lot of land situate and being in the village of Villeroy, in the district of Montreal, known as number three hundred and thirty-three (333), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, as number four hundred and eighty-nine (489); bounded in front by Labelle street—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 4th July, 1900. Sheriff. 2656
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } THE TRUST AND LOAN
No 3160. } COMPANY OF CANADA,
a corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS ANDERSON RICHARDSON, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain parcel of land situate in the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, in the county of Jacques Cartier, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, under the number three hundred and twenty-four (part of 324); bounded in front by the public road as now existing, in rear by the road of the "Concession Sainte-Marie", on one side by lot number three hundred and twenty-five, of the said plan, and on the other side by lot number three hundred and twenty-three, of the same plan, containing about four arpents in front by about thirty arpents in depth, more or less—with all the buildings erected on the above described parcel of land, with the right of access to the Lake Shore by a road fifty feet in width, said roadway being at a distance of one hundred and twenty-five feet from said lot number three hundred and twenty-three, and running parallel to the line of said lot and between the main road and the water frontage, said road running across the front portion of said lot number three hundred and twenty-four; situate between said main road and the Ottawa River, and owned by Dame Veronica Anny May Ritchie, wife

ties d'icelui vendues à la compagnie de chemin de fer Grand Tronc du Canada et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec, et maintenant employées par les dites compagnies comme chemins de fer.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 juin 1900. 2397-2
[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES HENRI ALEC
No. 3329. } GUIMOND, rentier, de
la cité et du district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenements de ALBERT DES-
CHAMPS, de la cité de Saint-Henri, dit district,
Défendeur.

Un lot de terre sis et situé sur la rue Saint-Jacques, en la cité de Saint-Henri, lequel est maintenant connu et désigné sous le numéro 1649, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal — avec toutes les bâtisses dessus érigées ; borné en front par la rue Saint-Jacques, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 juin 1900. 2395.2
[Première publication, 16 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } GEORGE VEZINA, de la
No. 911. } cité de Québec, comptable ;
contre EDOUARD MONTMINY, de la cité de
Sainte-Cunégonde de Montréal, à savoir.

Le lot No 1977 (mil neuf cent soixante-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Massue ; pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres et vingt cents (\$6.20), payable le vingt-neuf juin de chaque année, aux Révérendes Dames Religieuses de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Québec — circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 juillet 1900. 2671
[Première publication, 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où PAUL
No. 1147. } PARADIS, de Charles-
bourg, meunier, était Demandeur ; et LA CORPO-
RATION DE LIMOILOU était Défenderesse ; la
dite défenderesse, La Corporation de Limoilou,
contre Paul Paradis, de Charlesbourg, meunier, à
savoir :

Le lot No 676 (six cent soixante et seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, étant un emplacement

of John B. Wood. To be detached from the said parcel of land the portions thereof sold to the Grand Trunk Railway Company of Canada and to the Ontario and Quebec Railway Company, and now used by said companies as railways.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 12th June, 1900. 2398
[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES HENRI ALEC
No. 3329. } GUIMOND, rentier, of
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against
the lands and tenements of ALBERT DES-
CHAMPS, of the city of Saint Henry, said district,
Defendant.

A lot of land situate and being on Saint James street, in the city of Saint Henry, which is now known and described as number 1649, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint James street, as the whole non is with the active and passive servitudes apparent or hidden attached to the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 12th June, 1900. 2396
[First published, 16th June, 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } GEORGE VEZINA, of the
No. 911. } city of Quebec, accountant ;
against EDOUARD MONTMINY, of the city of
Sainte-Cunégonde de Montreal, to wit :

Lot No. 1977 (one thousand nine hundred and seventy-seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Massue street ; to be sold subject to a yearly rent of six dollars and twenty cents (\$6.20), payable on the twenty-ninth June of every year, to the Reverend Dames Religieuses de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Québec — circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 5th July 1900. 2672
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } IN a suit wherein PAUL PA-
No. 1147. } RADIS, of Charlesbourg,
miller, was Plaintiff ; and THE CORPORATION
OF LIMOILOU was Defendant ; the said Corpora-
tion of Limoilou, against Paul Paradis, of Charles-
bourg, miller, to wit :

Lot No. 676 (six hundred and seventy-six), of the official cadastre for the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, being a land situate in the

situé au village du Trait Carré—avec moulin à farine et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 juillet 1900. 2673
[Première publication, 7 juillet 1900].

village of Le Trait Carré—with the grist mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 5th July, 1900. 2674
[First published, 7th July, 1900].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain.

Saint-François, à savoir : } FREDERICK H. RIDER, Demandeur ;
No 352. }
contre GEORGE A. WOODWARD, Défendeur.

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé dans le quatrième rang du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, comme lot numéro deux cent cinquante (No 250), dans le dit quatrième rang circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 juillet 1900. 2665
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at the village of Stanstead Plain.

Saint Francis, to wit : } FREDERICK H. RIDER, Plaintiff ;
No. 352. }
against GEORGE A. WOODWARD, Defendant.

The undivided half of that certain lot of land situate in the fourth range of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead, as the lot number two hundred and fifty (No. 250), in the said fourth range—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriffs Office, Sheriff.
Sherbrooke, 4th July, 1900. 2666
[First published, 7th July, 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ANTOINE VANDAL, Deman-
No 417. } deur ; contre JOSEPH CHEVALIER, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang sud-ouest de la rivière des Envies, en la paroisse, de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro cinq cent sept (507), du cadastre d'icelle paroisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins ; borné en front à la rivière des Envies, en profondeur aux terres du rang Saint-Pierre, joignant d'un côté au surplus du dit lot No 507, appartenant à Adolphe Levreau de Langis, et de l'autre côté au numéro 508, appartenant à Bazilide Bordeleau ou ses représentants—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 juin 1900. 2409.2
[Première publication, 16 juin 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH ANTOINE VANDAL, Plaintiff ;
No. 417. }
against JOSEPH CHEVALIER, Defendant.

A lot of land situate in the south west range of la Rivière des Envies, in the parish of Saint Tite, forming part of lot number five hundred and seven (507), of the cadastre of the said parish, containing two arpents in front by twenty-five arpents in depth, more or less ; bounded in front by the River des Envies, in depth by the lands of the range Saint Peter, joining on one side by the residue of the said lot No. 507, belonging to Adolphe Levreau de Langis, and on the other side by No. 508, belonging to Bazilide Bordeleau or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the EIGHTEENTH day JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 13th June, 1900. 2410
[First published, 16th June, 1900.]

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 27*

- ANNONCEURS** : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1413.
- BARREAU** : — *Section de Montréal* : — Candidats à l'étude, 1429.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 1421 ; Conseil législatif, 1420.
- DEMANDE A LA LÉGISLATURE** : — La ville de Salaberry de Valleyfield, 1423.
- FAILLIS** : — Beck, 1429 ; Duclos, 1429 ; LaRue, 1430 ; Tanguay, 1430 ; The Edward O'Brien Coy, 1429 ; The William Drysdale Coy, 1429.
- LETTRES PATENTES, DEMANDE DE** : — Ingolf Gold Mining Coy, 1424 ; La Compagnie d'Imprimerie le Monde Illustré, 1427 ; La compagnie de publications commerciales, 1426 ; La Cie lainière J. E. Molleur & Fils, 1428 ; The Dominion Architectural Metal Works Coy, 1427 ; The John Taylor Coy, 1426 ; The Merchants' advertising Coy, 1425 ; The Montreal Canning and Preserving Coy, 1428 ; Victorine, 1425.
- LETTRES PATENTES ÉMISES** : — Atlas engraving and printing Coy, 1419.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ÉRIGÉES** : — Village Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, 1418 ; Shawbridge, comté de Terrebonne, 1418.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : — Ratification de limites : — Maniwaki, 1418.
- NOMINATIONS** : — *Greffier cour de circuit, cour supérieure, greffier de la paix et greffier de la couronne* : — District de Richelieu, 1414.
Juges de Paix : — Districts de Beauharnois, 1414 ; Chicoutimi, 1414 ; Montmagny, 1413 ; Ottawa, 1414.
Juges de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. : — Districts de Montmagny, 1413 ; Montréal, 1414 ; Québec, 1414.
Magistrat de District : — Ottawa, 1414.
Syndic d'écoles : — Coaticook, comté de Stanstead, 1413.
- PROCLAMATION** : — Cadastre : — Village de Sainte-Anne de Chicoutimi et canton de Kénogami, comté de Chicoutimi, 1414 ; Convocation des chambres *pro formâ*, 1417.
- SÉPARATIONS DE BIENS** : — Dimes Filion vs Lovis, 1424 ; Giroux vs Amiot, 1428.
- TERRES DE LA COURONNE** : — *Avis de cancellation, etc.* : — Cantons Hartwell, 1420 ; La Minerve, 1419 ; Northfield, 1419 ; Pontefract, 1419.
- VENTE DE FAILLITE** : — Daigneault, 1430.
- VENTES PAR LES SHERIFS** :
- BEAUCE** : — Fortin vs Drouin, 1430.
- BEDFORD** : — Gault, Bros & Co vs Côté, 1431.
- IBERVILLE** : — Deserres vs Cousins, 1432 ; The Gault Bros & Co vs Côté, 1432 ; The Massey Harris Co vs Larose, 1432.
- JOLIETTE** : — Dubreuil vs Joly, 1433.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 27*

- ADVERTISERS** : — *Notice to* : — Respecting notices &c. 1413.
- BAR** : — *Section of Montreal* : — Candidates to study, 1429.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1421 ; Legislative Council, 1420.
- APPLICATION TO THE LEGISLATURE** : — The town of Salaberry de Valleyfield, 1423.
- INSOLVENTS** : — Beck, 1429 ; Duclos, 1429 ; LaRue, 1430 ; Tanguay, 1430 ; The Edward O'Brien Coy, 1429 ; The William Drysdale Coy, 1429.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : — Ingolf Gold Mining Coy, 1424 ; La compagnie d'imprimerie Le Monde Illustré, 1427 ; The trades publishing company, 1426 ; La Cie lainière J. E. Molleur & fils, 1428 ; The Dominion Architectural Metal Works Coy, 1427 ; The John Taylor Coy, 1426 ; The Merchants' advertising Coy, 1425 ; The Montreal Canning and Preserving Coy, 1428 ; Victorine, 1425.
- LETTERS PATENTS GRANTED** : — Atlas engraving and printing Coy, 1419.
- SCHOOL MUNICIPALITIES ERECTED** : — Village Saint Joseph, county of Saint Hyacinth, 1418 ; Shawbridge, county of Terrebonne, 1418.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Limits boundary : — Maniwaki, 1418.
- APPOINTMENTS** : — *Clerk of the circuit court, clerk of superior court, clerk of the peace and clerk of the crown* : — District of Richelieu, 1414.
Justices of the Peace : — District of Beauharnois, 1414 ; Chicoutimi, 1414 ; Montmagny, 1413 ; Ottawa, 1414.
Justices of the peace, under art. 2572, R. S. : — District of Montmagny, 1413 ; Montréal, 1414 ; Québec, 1414.
District Magistrate : — Ottawa, 1414.
School trustee : — Coaticook, county of Stanstead, 1413.
- PROCLAMATIONS** : — Village of Sainte Anne de Chicoutimi and township of Kénogami, county of Chicoutimi, 1414 ; Parliament convoked *pro formâ*, 1417.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** : — Dimes Filion vs Lovis, 1424 ; Giroux vs Amiot, 1428.
- CROWN LANDS** : — *Notice of cancellation, &c.* : — Townships Hartwell, 1420 ; La Minerve, 1410 ; Northfield, 1419 ; Pontefract, 1419.
- INSOLVENTS' SALE** : — Daigneault, 1430.
- SHERIFF'S SALES** :
- BEAUCE** : — Fortin vs Drouin, 1430.
- BEDFORD** : — Gault Bros & Co vs Côté, 1431.
- IBERVILLE** : — Deserres vs Cousins, 1432 ; The Gault Bros & Co vs Côté, 1432 ; The Massey Harris Co vs Larose, 1432.
- JOLIETTE** : — Dubreuil vs Joly, 1433.

KAMOURASKA :—Hudon vs Hudon, 1433.

MONTREAL :—Dinelle vs Dinelle, 1435 ; God-
maire vs Robertson, 1434 ; Guimond vs Des-
champs, 1437 ; The Trust & Loan Company of
Canada vs Richardson, 1436.

QUÉBEC :—Paradis vs la Corporation de Limou-
lou, 1437 ; Vézina vs Montminy, 1437.

SAINT-FRANÇOIS :—Rider vs Woodward, 1438.

TROIS-RIVIÈRES :—Vandal vs Chevalier, 1438.

KAMOURASKA :—Hudon vs Hudon, 1433.

MONTREAL :—Dinelle vs Dinelle, 1435 ; God-
maire vs Robertson, 1434 ; Guimond vs Des-
champs, 1437 ; The Trust & Loan Company of
Canada vs Richardson, 1436.

QUÉBEC :—Paradis vs the Corporation of Limou-
lou, 1437 ; Vézina vs Montminy, 1437.

SAINT FRANCIS :—Rider vs Woodward, 1438.

THREE RIVERS :—Vandal vs Chevalier, 1438.